



**Intitulé** **Règlement redevance sur l'occupation temporaire du domaine public à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction ou de transformation d'immeubles**

**Vote Conseil** 04 novembre 2019 – Délibération n°443/11

**Publication** 18 décembre 2019

**Texte consolidé Article 1<sup>er</sup>**

Il est établi, pour les exercices 2020 à 2025, une redevance sur l'occupation temporaire du domaine public à l'occasion des travaux de construction, de démolition, de reconstruction ou de transformation d'immeubles sur le territoire communal.

**Article 2**

La redevance est due par l'entrepreneur des travaux. Le propriétaire de l'immeuble est solidairement responsable du paiement.

**Article 3**

Le montant de la redevance est fixé à 1 EUR par mètre carré de surface occupée et par jour, toute fraction de mètre carré entamée étant due, avec un montant minimum de 10 EUR

Sont exonérés les travaux de rafraîchissement de façade (peinture, crépis).

**Article 4**

La redevance établie en application des articles précédents est payable dans les trente jours de la réception de la facturation.

A défaut de paiement de la redevance à l'échéance, le redevable se verra adresser un premier rappel, majoré de 2,5 EUR de frais administratifs.

Ensuite, conformément à l'article L 1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Des frais administratifs de 5 EUR seront portés à sa charge. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal à dater de la mise en demeure du contribuable.

**Article 5**

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

**Article 6**

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

*Le présent document est publié par la Ville d'Aubange dans un souci d'information de ses citoyens. S'il reprend au mot près le dispositif (consolidé) du règlement adopté par le Conseil communal et approuvé par l'Autorité de tutelle, il ne s'agit pas d'une délibération officielle. L'extrait conforme de la délibération adoptant ce règlement ainsi que sa preuve de publication peuvent être consultés dans les bureaux de la Direction Financière de la Ville d'Aubange durant ses heures d'ouverture.*